Lituanie : quand l’exécutif affiche ses différends sur la question des relations avec la Russie

Description

Par Céline Bayou (sources : *Baltic Course, Baltic Times, Delfi, LETA/BNS*)

L’appel récent du Premier ministre lituanien, Saulius Skvernelis, au rétablissement des contacts politiques avec la Russie et, notamment, de la Commission intergouvernementale lituano-russe, a provoqué de nombreuses réactions dans le pays.

Le Premier ministre s’est insurgé en début de semaine contre le fait que la Lituanie soit le seul pays de l’Union européenne à ne pas avoir de relations politiques de travail avec la Russie. Depuis l’annexion de la Crimée en 2014, la Lituanie n’a pas tenu de réunion de haut niveau avec des représentants russes. Alors que, a-t-il rappelé, l’Estonie, la Lettonie et la Pologne voisines, elles, ont entretenu de tels contacts au niveau des ministres et vice-ministres. S.Skvernelis a rappelé que la Commission intergouvernementale avait tenu sa dernière réunion il y a déjà plus de six ans, en octobre 2011. S.Skvernelis juge qu’il serait urgent de rétablir des contacts politiques pour évoquer les questions commerciales, énergétiques, agricoles et relevant des transports ainsi que de la situation des enseignants lituaniens qui se trouvent dans l’enclave russe de Kaliningrad.

Concernant les projets énergétiques, et notamment la priorité lituanienne visant à déconnecter le pays du système électrique post-soviétiques (BRELL) et à le connecter au système européen, le Premier ministre estime que certains éléments, techniques et politiques, justifient d’engager un dialogue. De même concernant les exportations lituaniennes à destination de la Russie. S.Skvernelis précise qu’il ne s’agit pas là de rétablir des relations amicales: «*L’amitié et le partenariat sont deux choses différentes*», précise-t-il.

Ces suggestions n’ont pas été unanimement appréciées en Lituanie. Le ministre des Affaires étrangères, Linas Linkevičius, a rapidement fait part de ses doutes quant à cette fausse bonne idée. Mais, comme attendu, la réponse la plus cinglante est venue de la Présidente Dalia Grybauskaitė. Elle n’était pas inédite puisque la chef de l’État a déjà exprimé à maintes reprises sa position sur ce sujet: des changements ne seraient possibles que si la Russie se retirait des territoires qu’elle occupe en Ukraine, mettait fin à sa politique agressive en Europe centrale et cessait d’interférer dans des élections démocratiques. Il serait naïf, a-t-elle précisé, d’imaginer que nous pourrions découpler nos échanges économiques de nos relations politiques: «*La Russie a toujours utilisé l’énergie, le commerce et d’autres éléments pour exercer une pression politique et influencer les autres pays. Notre propre expérience ne fait que le confirmer.*»

date créée
06/01/2018
Champs de Méta